

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Sécurité sociale : les actifs gérés par le fonds de pension de retraite du NSSF se sont élevés à 1077 Mds RMB à fin 2019, le rendement annuel étant de 9,03%

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché obligataire : la NAFMII a interdit aux émetteurs d'obligations d'acheter leurs propres obligations

Marché obligataire : les créanciers de Yongcheng Coal ont approuvé une extension de 270 jours sur les 50% restants du principal et des intérêts de ses obligations à échéance

Marché boursier : Ant Group a vu son projet d'émission de 20 Mds RMB d'ABS approuvé

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Accords de libre-échange : la Chine montre son intérêt à rejoindre le partenariat transpacifique

Relations US-Chine : les nouvelles sanctions américaines contre les entreprises chinoises

Relations Chine - Cambodge : une entreprise publique chinoise gagne un important contrat de construction du nouvel aéroport de Phnom Penh, financé par Pékin

BRI : la Malaisie annule le projet « Melaka Gateway » investi par les entreprises chinoises

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Santé : Création prochaine d'un département « infrastructures sociales » au sein de la BAII

Economie numérique : le Conseil des Affaires d'Etat publie un plan pour aider les personnes âgées à utiliser les technologies intelligentes

Economie numérique : la World Internet Conference (WIC) promeut la « construction d'une communauté de destin partagé dans le cyberspace » malgré une participation en forte baisse

Politique industrielle : une conférence de niveau national liant 5G et internet industriel se tient à Wuhan

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transport aérien : au sommet du G20, le président XI Jinping propose l'adoption d'un code QR santé pour faciliter la reprise du trafic international

Environnement : le président XI Jinping appelle à la réduction de l'usage du plastique jetable et l'interdiction totale du commerce illégal d'animaux sauvages lors du sommet du G20

Energie : appel à suggestions de l'Administration nationale de l'énergie dans le cadre de la préparation du 14^{ème} plan quinquennal

Marché carbone : appel à commentaires sur un projet de plan d'allocation des quotas d'émissions dans le cadre de la préparation du marché national du carbone

Aéronautique : Les Etats-Unis s'apprêteraient à prendre de nouvelles mesures coercitives contre l'industrie aéronautique chinoise

Développement durable : cérémonie de lancement du centre de coopération environnementale Chine-Afrique

中国经济
分析报告



ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Delta du Yangsté : signature de 90 accords entre Shanghai et Suzhou
Shanghai : 10^{ème} anniversaire de l'entrée de Shanghai dans le réseau Unesco des villes Créatives

Hainan: ouverture du second terminal de l'aéroport international de Haikou

Guangdong: la province au premier rang national en termes d'innovation pour la 4^{ème} année consécutive

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG :

Economie : 80 M USD de subventions seront de nouveau distribués aux acteurs du tourisme, 130 M USD au secteur des congrès et expositions en 2021.

Greater Bay Area : pendant son discours de politique générale, la Chef de l'exécutif a annoncé 24 mesures pour le développement de la GBA.

Développement durable : Hong Kong vise la neutralité carbone d'ici 2050.

Evolution du HSI : les actions du conglomérat hongkongais Swire Pacific ne feront plus partie à partir du 7 décembre des composants de l'Indice Hang Seng.

MACAO : reprise du nombre de visiteurs de +29,6% en octobre

MONGOLIE ([ici](#))

Banque de Mongolie : nouvelle réduction du taux directeur à 6% et réévaluation des perspectives de croissance pour l'année 2020 à -5,4%.

Fitch Ratings : l'épidémie de Covid19 impose une forte pression sur la qualité des actifs des banques commerciales mongoles.



CONJONCTURE

Sécurité sociale : les actifs gérés par le fonds de pension de retraite du *NSSF* se sont élevés à 1077 Mds RMB à fin 2019, le rendement annuel étant de 9,03%

A fin 2019, le fonds de pension de retraite géré par le *National Social Security Fund (NSSF)* pour le compte des gouvernements locaux a atteint un actif total de 1077 Mds RMB, dont 38% (405 Mds RMB) investis directement par le *NSSF*, 62% des actifs (671 Mds RMB) étant administrés par des gestionnaires titulaires d'un mandat du *NSSF*. En outre, le fonds de pension a réalisé un profit total de 66 Mds RMB en 2019, soit un taux de rendement annuel de 9,03% (calculé sur une base inférieure au total des actifs accumulés en fin d'année). Depuis la création du fonds de pension de retraite par le *NSSF* en décembre 2016, les profits cumulés ont atteint au total 85 Mds RMB.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché obligataire : la NAFMII a interdit aux émetteurs d'obligations d'acheter leurs propres obligations

En vertu de la nouvelle réglementation annoncée par la *National Association of Financial Market Institutional Investors (NAFMII)*, un organisme d'autorégulation du marché interbancaire sous la tutelle de la banque centrale, les émetteurs ne doivent pas souscrire aux émissions de leurs propres obligations sur le marché interbancaire ni procéder à leur acquisition par des moyens indirects. Cette réglementation vise à réprimer les émissions structurées d'obligations (*structured issuances*), qui sont considérées comme une menace pour la stabilité du marché obligataire, car elles permettent aux entreprises en difficulté financière et mal notées de lever des financements.

Les émissions structurées constituent une zone grise du marché obligataire chinois. Dans ce cadre, les émetteurs obligataires achètent une partie de leurs propres émissions pour gonfler la taille des émissions, bénéficiant ainsi d'une meilleure image pour pouvoir attirer les investisseurs. Ils peuvent le faire en prenant une participation dans un produit de gestion d'actifs qui a investi dans leurs obligations, ou en acquérant directement leur propres émissions d'obligations afin d'utiliser ces titres comme garantie pour emprunter plus d'argent. Il n'existe aucune statistique officielle sur le montant de cette dette. Les analystes de *Citic* ont estimé qu'il y avait 1500 Mds RMB (227,8 Mds USD) d'émissions structurées en circulation, représentant environ 8% du marché obligataire chinois.

Il convient de noter que *Yongcheng Coal* appartenant au gouvernement provincial du Henan et ayant fait défaut sur 1 Md RMB d'obligations récemment, a émis au total 50 Mds RMB de dettes, dont 13 Mds RMB d'émissions structurées, selon *Caixin*. *Haitong Securities* a contribué à une partie de ces émissions controversées.

Marché obligataire : les créanciers de Yongcheng Coal ont approuvé une extension de 270 jours sur les 50% restants du principal et des intérêts de ses obligations à échéance

Le 24 novembre, les créanciers de *Yongcheng Coal* – une SOE locale appartenant à la province du Henan, se sont finalement accordés pour accepter un règlement de 50% du principal des obligations (1Md RMB) venues à échéance le 10 novembre, et prolonger le remboursement des 50% restants ainsi que des intérêts pour 270 jours. Cette extension évitera de déclencher un défaut sur les autres 15 Mds RMB d'obligations de *Yongcheng Coal* et 11,5 Mds RMB de dette émise par sa société mère, *Henan Energy and Chemical Industry Group Co. Ltd*. En outre, *Yongcheng Coal* demande également un délai de 270 jours portant sur le remboursement de cinq autres obligations à court terme, ainsi qu'une prolongation de 18 mois sur plusieurs obligations à trois ans. On ne connaît pas les modalités de financement trouvées par *Yongcheng Coal* pour rembourser 50% du principal, dans la mesure où la société ne disposait que de 700M RMB en caisse dans son bilan au moment du défaut. Selon *Caixin*, le gouvernement provincial du Henan a probablement offert un soutien en numéraire.

Pour mémoire, le 10 novembre, le brutal défaut obligataire de 1Md RMB (151M USD) par *Yongcheng Coal* avait constitué un important événement de crédit, d'autant plus qu'il semblait douteux que la province du Henan vienne à la rescousse de la société. Selon un gestionnaire du fonds, ce défaut pourrait amener les entreprises publiques de la province du Henan à faire face à une augmentation d'au moins 200 points de base de leurs coûts de financement. Jusqu'à présent, 28 émissions d'emprunts projetées ont été annulées ou reportées depuis l'évènement de *Yongcheng Coal*, pour un montant total de 22,6 Mds RMB.



Marché boursier : *Ant Group* a vu son projet d'émission de 20 Mds RMB d'ABS approuvé

Le 25 novembre, *Ant Group* a reçu la validation de la bourse de Shanghai pour lever 20 Mds RMB (3 Mds USD) en émettant des titres adossés à ses prêts à la consommation (*Asset-backed securities, ABS*) trois semaines après la suspension de son projet d'IPO, et aurait encore quelque 26 Mds RMB d'ABS en attente d'approbation. Au cours des dernières années, *Ant Group* a rapidement augmenté son activité de micro-crédits en ligne en émettant des ABS - qui sont des pools de prêts conditionnés et vendus à des investisseurs - et en s'associant avec des institutions financières. Jusqu'à présent, *Ant Group* a émis au total 729 Mds RMB d'ABS.

Pour mémoire, la PBoC a annoncé au début novembre la nouvelle réglementation sur les micro-crédits à la consommation en ligne en stipulant que les financements reçus par les sociétés de micro-crédits en ligne par le biais de prêts bancaires, de prêts d'actionnaires et d'autres formes de financement non standardisé ne doivent pas dépasser leur actif net ; ceux effectués par l'émission d'obligations, de produits de titrisation d'actifs et d'autres formes de financement standardisé ne peuvent excéder 4 fois leur actif net. A fin juin, *Chongqing Ant Shangcheng Micro Loan Co. Ltd.* et *Chongqing Ant Small and Micro Loan Co. Ltd.*, les deux filiales de *Ant Group* exploitant ses plateformes de micro-crédits Huabei et Jiebei, disposaient au total d'un actif net de 36 Mds RMB. En vertu de la nouvelle réglementation, *Ant Group* pourra émettre en fait jusqu'à 140 Mds RMB d'ABS.

S'agissant de l'IPO suspendue de *Ant Group*, le vice-président de la CSRC, Fang Xinghai, n'a pas donné de calendrier clair, affirmant que cela «dépendrait de la manière dont le gouvernement restructure notre cadre réglementaire en termes de technologie financière et dépendrait également de la manière dont l'entreprise réagit à l'évolution des exigences réglementaires. »

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Accords de libre-échange : la Chine montre son intérêt à rejoindre le partenariat transpacifique

Le président Xi Jinping a [annoncé](#) lors du sommet de l'APEC le 21 novembre que « la Chine [...] envisagera activement de rejoindre le *Partenariat transpacifique global et progressiste* (CPTPP) ». Le CPTPP comprenant 11 pays signataires¹ est un accord de libre-échange plus moderne que le RCEP – signé la semaine dernière – contenant notamment des dispositions concernant le droit du travail, de limitations de subventions aux entreprises publiques, de protection de la propriété intellectuelle et de transfert des données. Des experts et des officiels de pays membres de l'accord sont [sceptiques](#) quant au fait que la Chine puisse respecter les termes du CPTPP.

Le CPTPP découle de l'accord de partenariat transpacifique (TPP), supposé être sous Obama une pierre angulaire de la stratégie de "pivot asiatique" conçue pour contenir la Chine et maintenir l'influence américaine dans la région. Le TPP a été signé le 4 février 2016, mais n'est jamais entré en vigueur, Donald Trump ayant retiré les Etats-Unis de l'accord peu après son élection. Tous les signataires initiaux du TPP, à l'exception des Etats-Unis, ont convenu en mai 2017 de le relancer et ont signé le CPTPP le 8 mars 2018. Ce dernier reprend la plupart des dispositions du TPP.

Une [étude](#) du *Peterson Institute for International Economics* datant de janvier 2019 a estimé que le TPP avec les États-Unis présents soustrairait 18 Mds USD par an à l'économie chinoise, tout en ajoutant 131 Mds USD à l'économie américaine. En revanche, l'adhésion de la Chine au CPTPP sans les États-Unis ajouterait 298 Mds USD par an à l'économie chinoise et enlèverait 10 Mds USD à l'économie américaine.

Relations US-Chine : nouvelles sanctions américaines contre les entreprises chinoises

Selon l'agence de presse [Reuters](#), le département de la Défense des Etats-Unis désignera quatre entreprises chinoises supplémentaires dans une « liste noire » pour être « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise ; les noms de ces entreprises n'ont pas encore été annoncés. Cette « liste noire » ([partie I](#), [partie II](#)) comprend actuellement 31 entreprises chinoises dont Hikvision, China Telecom Corp. et China Mobile.

Par ailleurs, une nouvelle liste sera annoncée par le département du Commerce des Etats-Unis pour désigner 89 sociétés aérospatiales chinoises et russes pour avoir des liens problématiques avec des « utilisateurs finaux militaires » aux yeux du gouvernement américain (voire brève aéronautique ci-dessous).

Enfin, le 6 novembre, [le département d'Etat des Etats-Unis](#) a imposé des sanctions sur trois entreprises russes et deux entreprises chinoises (Chengdu Best New Materials Co. Ltd. et Zibo Elim Trade Company Ltd.) pour avoir effectué des transactions avec l'Iran, interdisant les marchés publics avec et restreignant les exportations vers ces entreprises.

Relations Chine - Cambodge : une entreprise publique chinoise gagne un important contrat de construction du nouvel aéroport de Phnom Penh, financé par Pékin

D'après [Asia Nikkei](#), une grande partie du nouvel aéroport international de Phnom Penh (Cambodge) sera construite par une entreprise publique chinoise, laissant Vinci, opérateur exclusif de l'actuel aéroport face à un avenir incertain.

¹ Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam



La société *Metallurgical Corporation of China* (MCC) a remporté le contrat de 405 MUSD pour la conception et la construction du terrain d'aviation du nouvel aéroport, dont le coût total de 1,5 Md USD est financé presque entièrement par Pékin. Il s'agit du plus gros contrat étranger de la société cette année, dépassant celui qui lui avait été attribué en février pour la conception et la construction du Wanli (Mandai) Rainforest Northern Park à Singapour.

La société et ses filiales ont déjà plusieurs projets au Cambodge, dont un développement côtier controversé entrepris par *Union Development Group*, sanctionné par le Trésor américain (voir les [brèves de la semaine du 14 septembre 2020](#)).

La construction sera réalisée par sa principale filiale, le groupe Shanghai Baoye. C'est la première fois que la filiale remporte un appel d'offres pour un projet de construction d'un aéroport en dehors de la Chine. Le projet de nouvel aéroport est financé principalement par la *China Development Bank*, l'accord de prêt a été signé en janvier 2018 en présence des premiers ministres Li Keqiang et Hun Sen.

Un autre aéroport dans la province de Siem Reap, (Angkor Wat) est en cours de construction par *Yunnan Investment Group* dans le cadre d'un programme de construction-exploitation-transfert, qui permettra au gouvernement khmer de redevenir propriétaire de l'aéroport dans 55 ans. Le nouvel aéroport, d'un coût de 880 MUSD, est en grande partie financé par la *China Development Bank* et la *China Exim Bank*.

D'après Hun Sen, l'ancien aéroport, exploité par Vinci devrait continuer d'accueillir les vols domestiques et les frets.

BRI : la Malaisie annule le projet « Melaka Gateway » investi par les entreprises chinoises

Récemment, le gouvernement de l'Etat de Melaka en Malaisie [a annulé le « Melaka Gateway »](#) - un projet de récupération de terres pour développer un ensemble portuaire dans le détroit de Malacca, indiquant que *KAJ Development* – le contractant local - n'a pas complété les travaux dans un délai de trois ans en conformément au droit des marchés publics.

Trois entreprises chinoises dont l'entreprise publique énergétique [Power China International Group Ltd.](#) ont investi dans ce projet de 10,5 Mds USD lancé en 2017, considéré comme une partie de l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI).

En 2018, l'élection en Malaisie a fait entrer un gouvernement moins favorable à Pékin. De plus, [le problème de la surcapacité](#) du projet a été signalé par certains experts.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Santé : création prochaine d'un département « infrastructures sociales » au sein de la BAI

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAI) envisage de créer un [département spécifique](#) pour les infrastructures de santé et d'éducation en Asie. Jusqu'à présent, la BAI s'est concentrée sur les financements de projets d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'eau. Selon la banque, le directeur du nouveau département « infrastructures sociales » sera recruté d'ici la fin de l'année.

Les projets qui incomberont à ce nouveau département ne sont pas encore clairement identifiés. Sont considérés pour l'instant des secteurs tels que la surveillance des eaux usées et de marchés d'animaux vivants, dans l'objectif de suivre le développement d'éventuels agents pathogènes.

Si, selon l'économiste en chef de la banque, M. Erik Berglöv, la création d'un département « infrastructures sociales » était déjà en discussion et fut accélérée cette année en raison du Covid-19 (la BAI a mis en réserve un total de 13 Mds USD pour soutenir les Etats face à la pandémie, dont un prêt de 355 M USD accordés à Pékin et Chongqing en avril dernier), ce nouveau département permet aussi à la BAI d'élargir son attrait. Ainsi, ajouter des projets d'infrastructures « douces » à son portfolio permettrait à terme à la BAI de se positionner pour devenir un « guichet unique » pour le développement régional. La création de ce département intervient en outre dans un contexte où la Chine s'est largement engagée dans une diplomatie du vaccin en Asie, souhaitant en faire le symbole de sa participation active à la santé mondiale. Avec désormais cinq vaccins en essais cliniques de phase 3, la Chine tente de se positionner en tête de la course au vaccin, les vaccins chinois (« biens publics mondiaux » selon Xi Jinping) visant notamment les pays de l'ASEAN et en particulier ceux de la coopération Lancang-Mékong (Cambodge, Thaïlande, Myanmar, Laos, Vietnam). Il apparaît ainsi que les pays identifiés comme prioritaires pour les vaccins chinois sont les mêmes que ceux visés par le futur département « infrastructures sociales » de la BAI ; les pays de l'ASEAN étant en effet particulièrement visés par le concept des Routes de la Soie de la santé, [présenté](#) pour la première fois dans le cadre d'un plan triennal (2015-2017) de la Commission nationale de la santé et du planning familial.

Economie numérique : le Conseil des Affaires d'Etat publie un plan pour aider les personnes âgées à utiliser les technologies intelligentes

Le 24 novembre, le Conseil d'Etat a publié un [plan](#) (2020-2022) visant à encourager le secteur public à améliorer l'accessibilité technologique aux citoyens seniors. Ce « plan de mise en œuvre pour résoudre efficacement les difficultés des personnes âgées à utiliser la technologie intelligente » exige ainsi que les méthodes de service traditionnelles familières aux personnes âgées (canaux hors ligne) soient conservées dans [divers domaines](#) de la vie quotidienne, dont les services d'urgence, la sécurité sociale, les transports, la télécommunication, l'e-commerce, les services financiers, les sports et la culture, et autres services publics. De même, les lieux de ventes devront maintenir des canaux de paiement en espèces, et les refus de paiement en espèces ou en carte bancaires seront répréhensibles.

Par exemple, s'agissant du « Health Kit Code » (code QR permettant de se déplacer en Chine déployé dans le cadre de l'épidémie du covid-19), l'opération devra être simplifiée pour s'adapter aux personnes âgées. Des mesures alternatives telles que l'enregistrement avec carte d'identité et/ou certificats papiers et présentation d'un « Health Kit Code » comme certificat d'itinéraire auxiliaire sont suggérés. Le plan suggère également, pour les zones où les conditions le permettent, de mettre en place des canaux sans « Health Kit Code » pour les personnes âgées n'utilisant pas de smartphone.

Ce plan fait suite à la fois à un [constat de difficulté](#) pour les personnes âgées d'utiliser le « Health Kit Code » lors de la pandémie de Covid-19 et s'inscrit dans un contexte de nécessité d'adaptation à l'évolution démographique du pays. Fin 2019, la proportion de personnes âgées de plus de 60 ans atteignait 18,1 % de la population (254 M de personnes), parmi lesquels 6,7 % utilisent internet en mars 2020 (sur 900 M d'internautes). D'ici 2050, il est estimé que 35 % de la population sera âgée de plus de 65 ans. A noter cependant que ce plan de mise en œuvre ne contient pas de définition de « personnes âgées » (appelées simplement « 老年人 »), ce qui sous-entendrait que les personnes plus jeunes se doivent, en principe, d'être en mesure de disposer, et de savoir utiliser, les outils numériques en question.

Economie numérique : la World Internet Conference (WIC) promeut la « construction d'une communauté de destin partagé dans le cyberspace » malgré une participation en forte baisse

Organisée entre le 22 et le 24 novembre à Wuzhen (Zhejiang), la WIC a [rassemblé](#) cette année 130 entreprises, contre plus de 600 en 2019. Contrairement aux années précédentes, la présence de chefs d'entreprises étrangères n'a pas été possible cette année à cause de l'épidémie de Covid-19. Seuls certains dirigeants d'entreprises internationales (surtout américaines : Dell, Intel, Cisco Qualcomm...), pour lesquelles la communication et la présence sur le marché chinois restent une priorité, ont participé aux différentes conférences par visioconférence.

Alors que Xi Jinping était présent à l'ouverture du forum en 2015, ce dernier n'a envoyé cette année qu'une « [lettre de félicitations](#) ». La WIC avait cette année pour thème la « construction d'une communauté de destin partagé dans le cyberspace », une notion développée par le dirigeant chinois pour promouvoir une vision de la gouvernance du cyberspace aux caractéristiques chinoises. Outre la mise en avant des usages numériques (télémédecine, enseignement à distance, e-commerce) dont le déploiement a été accéléré par l'épidémie de Covid-19 et qui ont fait l'objet de plusieurs compétitions d'innovation lors de cette édition, les organisateurs du forum ont surtout mis l'accent sur la volonté de la Chine de coopérer plus étroitement à l'international dans le numérique, y compris pour la mise en place de « normes » communes dans le cyberspace.

A ce titre, la tenue de deux « [sous-forums](#) » dédiés respectivement aux « Nouvelles Routes de la Soie pour la coopération dans le cyberspace » et aux « normes internationales dans le cyberspace » (uniquement sur invitation) démontre l'activisme de la Chine en matière de diplomatie numérique et sa volonté de promouvoir sa vision des standards et pratiques à exporter à l'étranger. Cette vision est présentée dans deux « [livres bleus](#) » qui mettent en avant « quatre principes et cinq positions » (四项原则, 五点主张) : s'opposer aux « problèmes mondiaux » que sont l'unilatéralisme, le protectionnisme, les *fake news*, la cybercriminalité et la fracture numérique. Ce rapport dresse également un classement du niveau de développement d'internet dans 48 pays : les Etats-Unis sont en tête devant la Chine, l'Allemagne, le Royaume-Uni et Singapour.

A l'inverse, la stratégie chinoise semble s'adresser en priorité aux pays en voie de développement, notamment ceux participant à l'initiative BRI en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est. En 2017, la conférence de Wuzhen avait été l'occasion pour la Chine de signer des protocoles d'entente de coopération avec sept pays (Turquie, Serbie, Laos, Thaïlande, Emirats Arabes Unis, Arabie Saoudite et Egypte) dans le cadre des Routes de la Soie numériques.

Politique industrielle: une conférence de niveau national liant 5G et internet industriel se tient à Wuhan

Du 20 au 21 novembre [s'est tenue](#) la première conférence de niveau national sur la 5G et l'internet industriel dans l'*Optics Valley* à Wuhan. Cette conférence avait pour thème principal l'application industrielle de la 5G, notamment dans l'industrie des automobiles (voitures intelligentes, voitures autonomes) ou encore l'exploitation minière intelligente. Pour le rédacteur en chef du centre d'information et de communication du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), l'application de la 5G et de l'internet industriel pour les voitures intelligentes est présentée comme une façon pour les entreprises chinoises de « rattraper l'industrie occidentale ».

En matière de 5G, la Chine dispose de [700 000 stations de base](#) 5G et 180 M de terminaux, soit plus du double des installations mondiales totales. Selon Xiao Yaqing, ministre du MIIT, la Chine a réalisé plus de [1 100 projets](#) s'appliquant à mettre en œuvre la 5G et l'internet industriel, notamment dans les secteurs de l'aviation, de l'acier, du minage et des ports, depuis l'utilisation commerciale de la 5G en juin 2019.

Le développement de l'internet industriel est largement encouragé par le gouvernement (subventions à des entreprises pour l'adoption de solutions « intelligentes », soutien à des projets-pilotes), qui cherche à moderniser son appareil productif. L'internet industriel est une priorité du gouvernement depuis l'initiative « Internet + », évoquée pour la première fois en 2015. En novembre 2019, le MIIT avait publié le [plan 512](#) qui promeut l'utilisation de la technologie 5G dans l'internet industriel, via la mise en place 20 plateformes d'essais et de 50 projets de production partagée d'ici 2022 ainsi que des coopérations entre entreprises privées ; matérialisant ainsi la stratégie gouvernementale de développement de l'internet industriel, qui doit être « conduit par le marché mais dirigé par le gouvernement ».

Malgré cette communication active, il semblerait que le développement d'un réel écosystème 5G en Chine reste encore [largement limité](#) en termes applicatifs. Dans de nombreux cas, l'utilisation de la 5G n'apporterait peu ou pas de valeur ajoutée par rapport aux générations précédentes et l'utilisation de réseaux 5G ne serait que très partielle et de façade. Le 26 octobre, à l'issue de la conférence « 5G+ Internet industriel », Han Xia (directrice du bureau des technologies de communication du MIIT) avait [déclaré](#) que le développement de l'intégration « 5G+ Internet industriel » était encore en phase exploratoire et faisait face à plusieurs problèmes :

- Le niveau de sophistication et de numérisation de l'appareil industriel chinois est très inégal. Une grande majorité d'entreprises ne dispose pas des équipements nécessaires (capteurs, plateformes numériques etc.) pour adopter des solutions 5G ;
- Les composants 5G sur l'ensemble de la chaîne de valeur (puces, réseaux, modules, terminaux...) restent rares et onéreux et leur processus de standardisation demeure incomplet²;
- Des interférences et des problèmes de bandes passantes persistent dans de nombreux cas, notamment pour les environnements industriels les plus complexes.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

² GSMA, « [Impacts of mmWave 5G in China](#) », mars 2020

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : au sommet du G20, le président XI Jinping propose l'adoption d'un code QR santé pour faciliter la reprise du trafic international

A l'occasion de son [allocution du 21 novembre](#) lors du sommet des leaders du G20, le président chinois a notamment insisté sur les éléments suivants : « *Nous devons harmoniser davantage les politiques et les normes, pour mettre en place des «fast tracks» [coupe-files] facilitant la circulation ordonnée des personnes. La Chine a proposé un mécanisme mondial de reconnaissance mutuelle des certificats sanitaires basé sur les résultats des tests d'acides nucléiques sous la forme de codes QR internationalement acceptés.* ».

Cette proposition de XI Jinping renouvelle les [dispositions dites « fast track » proposées le 30 avril dernier par la Chine](#), notamment à la France et à l'Allemagne, pour permettre un retour limité des personnels étrangers, considérés comme indispensables au bon fonctionnement et à la reprise de l'économie chinoise, dans un contexte où la validité des visas pour les étrangers était suspendue et où il n'existait quasiment aucune offre de services aériens réguliers. Les déclarations du président chinois au G20 mentionnent la [technologie du code QR santé](#), accessible via des applications sur téléphone portables, largement répandue en Chine sur le marché intérieur et nécessaire pour la circulation des personnes et l'accès à différents lieux et services (aéroports, hôtels, centres commerciaux, sites touristiques, complexe résidentiels, etc.). Depuis le [20 juillet](#), par notice conjointe de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), de l'Administration générale des douanes (GACC) et du Ministère des Affaires étrangères, les passagers chinois de vols internationaux à destination de la Chine sont tenus de télécharger les résultats négatifs aux examens de dépistage contre le COVID-19 (PCR et sérologique IgM, réalisés en France 48h avant leur vol), via une application dédiée sur le réseau social chinois WeChat, générant un code QR Santé vérifié à leur embarquement par les compagnies aériennes. A la suite des déclarations de XI Jinping, l'Ambassade de Chine en France a indiqué dans une nouvelle notice que les codes QR santé étaient désormais également exigibles, [à compter du 1^{er} décembre](#), de tous les passagers à destination de la Chine.

A la veille de la diffusion massive de dispositifs vaccinaux contre le COVID-19, l'objectif de l'annonce du président chinois vise à anticiper une reprise ordonnée des vols internationaux, qui se butte aujourd'hui encore à diverses restrictions chinoises en matière de visa et à des mesures sanitaires particulièrement contraignantes (telles que l'observation d'une quarantaine obligatoire de quatorze jours à l'arrivée sur le territoire chinois). Cette situation constitue un frein aux déplacements internationaux, devenus pour la plupart impossibles, notamment pour la clientèle affaires, affaiblissant le développement des échanges économiques. Pour l'heure, il faut noter que le déploiement des codes QR santé exigés par les autorités chinoises n'a eu aucun impact sur une diminution des contraintes sanitaires à l'arrivée en Chine. Il est cependant probable que la vaccination contre le COVID-19 pourrait bientôt être également imposée aux passagers aériens désireux de se rendre en Chine, qui seront alors tenus de compiler ces informations médicales dans les applications mobiles mises en place. Avec la volonté d'étendre le dispositif de code QR santé à tous les passagers et par son approche globale, la proposition faite par XI Jinping au G20 dépasse les expérimentations du type « bulle de voyage » en cours, décidée en bilatéral sur des périmètres limités (comme celle qui doit voir le jour [entre la Chine et le Japon](#) à partir du 30 novembre), avec parfois des réussites mitigées comme en atteste la bulle de voyage [entre Singapour et Hong Kong](#) reportée de deux semaines à la veille de sa mise en œuvre.

La proposition chinoise est à rapprocher d'initiatives globales concurrentes dans ce nouveau champ des « passeports d'immunité numérique » pour les passagers aériens, comme le projet de [CommonPass](#), développé par une organisation suisse et financé par le Forum Economique mondial,

supervisé par les douanes américaines et le centre de contrôle des maladies des Etats-Unis (des premiers essais ont eu lieu en octobre sur des vols vers Londres opérés par Cathay Pacific et United Airlines). De son côté, l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) travaille [à son propre dispositif](#), qui pourrait être déployé au T1 2021, visant à donner des garanties au « *flux sécurisé des informations nécessaires sur les tests ou les vaccins, entre les gouvernements, les compagnies aériennes, les laboratoires et les voyageurs* », selon son dirigeant Alexandre Juniac. En effet, au-delà de la concurrence de modèles, standards et solutions technologiques, ces passeports immunitaires renouvellent les questions sur les enjeux de [protection des données personnelles](#) (système de gouvernance, confidentialité, lutte contre la fraude), vis-à-vis notamment des réglementations applicables, comme le RGPD pour les passagers aériens citoyens de l'Union Européenne.

Environnement: le président Xi Jinping appelle à la réduction de l'usage du plastique jetable et à l'interdiction totale du commerce illégal d'animaux sauvages lors du sommet du G20

Des engagements en matière d'environnement et de climat figurent dans la déclaration finale du Sommet du G20 qui s'est tenu virtuellement les 20 et 21 novembre sous présidence saoudienne, parmi lesquels : (i) lancement d'une plateforme mondiale pour accélérer la recherche portant sur les récifs coralliens, (ii) lancement d'une initiative mondiale pour réduire la dégradation des terres, (iii) réaffirmation de l'engagement des Etats à réduire la pollution plastique des mers et à mettre un terme à la pêche illégale, (iv) adoption d'une initiative sur la cuisson propre et l'accès à l'énergie.

Lors de son allocution, le président Xi Jinping a rappelé l'importance d'intensifier la coopération internationale dans le domaine de l'écologie et de l'environnement et a évoqué les échéances de la COP26 de Glasgow sur le changement climatique et de la COP15 de Kunming sur la biodiversité qui se tiendront l'année prochaine. Son discours a également été l'occasion d'appeler à réduire la production et l'utilisation de produits en plastique jetables non essentiels et d'interdire complètement le commerce illégal d'animaux sauvages. Ces éléments de langage font écho à la politique de lutte contre les déchets plastiques menée par les autorités chinoises (cf [brèves du SER du 20 janvier 2020](#)) et à la loi sur la protection de la vie sauvage (*China's Wildlife Protection Law*) actuellement en cours de révision.

Energie : appel à suggestions de l'Administration nationale de l'énergie dans le cadre de la préparation du 14^{ème} plan quinquennal

L'Administration nationale de l'énergie (NEA) a lancé le 16 novembre dernier un appel à suggestions, ouvert jusqu'au 30 novembre 2020, concernant le développement énergétique dans le cadre de la préparation du 14^{ème} plan quinquennal (période 2021-2025). La NEA sollicite des suggestions du public, sans présenter de document préalable, sur une liste non exhaustive de sept thèmes afin d'établir un système énergétique sobre en carbone, sûr et efficace :

- (i) Sécurité énergétique : approvisionnement diversifié en énergie ; système de production, d'approvisionnement, de stockage et de distribution de l'énergie ; exploitation propre et efficace de l'énergie ; sécurité de construction d'infrastructures énergétiques ; etc.
- (ii) Développement énergétique sobre en carbone : mesures pour atteindre le pic des émissions de CO₂ dès que possible avant 2030 ; utilisation de l'énergie de manière propre, sûre et efficace ; quotas de consommation d'énergie ; marchés du carbone ; efficacité énergétique et réduction des émissions ; etc.

- (iii) Système énergétique intelligent (*smart energy*) : développement numérique et intelligent de l'énergie ; innovation en la matière ; etc.
- (iv) Coordination entre régions : distribution équilibrée des ressources énergétiques ; optimisation de l'organisation régionale de l'énergie ; développement coordonné entre énergies urbaine et rurale ; sécurité des moyens de l'approvisionnement énergétique ; réforme de l'énergie en zones rurales ; approvisionnement en énergie dans les régions éloignées ; etc.
- (v) Innovation scientifique et technique : renforcement des capacités d'innovation scientifique ; développement des technologies avancées applicables ; innovation et diffusion des technologies clés ; etc.
- (vi) Réforme de la gouvernance de l'énergie : stimulation de la concurrence entre acteurs du marché ; réforme fondée sur le marché et dans les secteurs concurrentiels de l'énergie ; établissement d'un système de marché moderne de l'énergie ; réforme des mécanismes de régulation de l'électricité, du pétrole et du gaz ; etc.
- (vii) Coopération internationale de l'énergie, notamment en matière de sécurité énergétique et d'énergies propres ; etc.

[Lire l'appel à suggestions en chinois](#)

Marché carbone : appel à commentaires sur un projet de plan d'allocation des quotas d'émissions dans le cadre de la préparation du marché national du carbone

Suite à l'appel à commentaires sur un projet de règlement du marché national du carbone le 2 novembre dernier (cf. [brèves du SER du 2 novembre 2020](#)), le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a lancé un nouvel appel à commentaires le 20 novembre, ouvert jusqu'au 29 novembre 2020, concernant un projet de plan sur la fixation et l'allocation des quotas nationaux d'émissions de CO₂ dans le secteur de production de l'électricité pour 2019 et 2020. Ce projet de plan, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation du marché carbone national, prévoit notamment les dispositions suivantes :

- (i) Entreprises assujetties : le projet de plan identifie les [2 267 entreprises](#) du secteur de la production d'électricité qui seront assujetties au marché national du carbone, dont les émissions annuelles (quelque soit l'année entre 2013 et 2018) de gaz à effet de serre sont supérieures à 26 000 tonnes-équivalent-CO₂.
- (ii) Fixation des quotas : la totalité des quotas d'émissions sera fixée par la méthode du « parangonnage » (*benchmarking*) en fonction de l'évolution anticipée des émissions et en tenant compte de l'impact de la crise sanitaire. Les quotas prévus pour une entreprise sont calculés en fonction de sa production d'électricité (MWh) multipliée par un coefficient de *benchmarking* (tCO₂/MWh).
- (iii) Allocation des quotas : les bureaux provinciaux du MEE distribuent les quotas d'émissions aux entreprises via la plateforme d'inscription et d'enregistrement du marché national du carbone, sur la base des activités MRV (en anglais : *Monitoring Reporting and Verification*) de chacune d'elle. Tous les quotas d'émissions seront distribués gratuitement pour 2019 et 2020.
- (iv) Conformité : les entreprises sont tenues de rendre des quotas équivalents à leurs émissions auprès des bureaux provinciaux de l'écologie et de l'environnement via la plateforme d'inscription et d'enregistrement avant la date limite de conformité. Le projet de plan ne précise pas la date de conformité pour 2019 et 2020 au niveau national. Pour

les sept marchés pilotes actuels, la date limite de conformité est souvent fixée au mois de juin de l'année suivante.

- (v) Période transitoire : le projet de plan indique explicitement que dès l'entrée en vigueur du marché national, les participants ne pourront plus procéder à des opérations sur les marchés pilotes. Dans la mesure où une entreprise assujettie à un marché pilote est redevable pour ses activités sur la totalité du territoire chinois, son enregistrement sur un marché pilote la dispense de celui sur le marché national en 2019 et 2020.

Pour mémoire, selon le plan de construction du marché national du carbone publié en décembre 2017, trois phases successives sont prévues pour la construction du marché national du carbone : (i) la phase de construction de systèmes unifiés pour l'enregistrement des émissions, l'inscription des entreprises assujetties et les échanges des quotas d'émissions ; (ii) une phase test d'échanges de quotas entre les entreprises du secteur de production de l'électricité ; (iii) une phase d'échanges réels pour le secteur de production de l'électricité, avec une extension progressive aux autres secteurs. Le projet de plan publié par le MEE le 20 novembre s'inscrit donc dans la première phase de la construction du marché national du carbone.

[Lire l'appel à commentaires en chinois](#)

Aéronautique : Les Etats-Unis s'apprêteraient à prendre de nouvelles mesures coercitives contre l'industrie aéronautique chinoise

L'agence de presse Reuters affirme avoir eu accès à un projet de nouvelle liste établie par le Département du Commerce des Etats-Unis qui désigneraient [89 sociétés aérospatiales chinoises et russes](#), parmi lesquelles COMAC, AVIC et dix de ses filiales, considérées comme entretenant des liens problématiques aux yeux du gouvernement américain avec des « utilisateurs finaux militaires » (Armée Populaire de Libération, s'agissant de la Chine). Si une telle liste venait à être validée par l'administration américaine toujours en fonction, les fournisseurs américains seraient tenus à obtenir des autorités compétentes américaines des licences d'exportation, délivrés au cas par cas. Ce projet fait suite à la signature par le président américain, le 12 novembre dernier, d'un « [executive order](#) » interdisant aux Américains d'investir dans des entreprises chinoises soutenant les activités militaires chinoises, notamment celles du secteur aérospatial, visées dans une liste d'entités publiée [en juin](#) (AVIC, CASC, CASIC, CETC) et complétée au [mois d'août](#) 2020 (CALT). Cette décision est applicable à compter du 11 janvier 2021, avec obligation de mise en conformité pour les investissements existants avant novembre 2021. Les règles d'exportation de biens à double usage de produits aéronautiques à des bénéficiaires chinois avaient par ailleurs été renforcées en [avril dernier](#).

Cette volonté américaine d'étendre à l'industrie aéronautique sa stratégie de découplage technologique avec la Chine heurte également les intérêts économiques américains. La Chine est intégrée à la *supply chain* aéronautique mondiale. Sur le territoire chinois, AVIC dispose de coentreprises avec plusieurs grandes entreprises américaines comme GE (solutions avioniques), Honeywell (contrôle de vol) ou Textron (fabrication de jets d'affaires Cessna). Si COMAC était également visé, par l'officialisation de cette nouvelle liste du Département du Commerce, son programme C919, avion monocouloir concurrent de l'A320 et du 737, serait particulièrement en danger dans la mesure où il compte sur de nombreux fournisseurs américains (notamment, mais pas exclusivement, pour ses moteurs, avec le LEAP-1C produit par la JV CFM, entre GE et Safran). Des difficultés qui pourraient aussi concerner [le centre de finition des Boeing 737 à Zhoushan](#), inauguré en décembre 2018, en partenariat avec COMAC. L'annonce de cette nouvelle liste intervient tandis que Boeing cherche à obtenir de la Chine [une nouvelle certification pour le 737MAX](#), cloué au sol depuis

mars 2019, après l'autorisation donnée par les régulateurs américains la semaine dernière, qui devrait être suivie par l'AESA en janvier prochain. Enfin, l'impact extraterritorial des décisions américaines doit également être évalué pour l'industrie aéronautique française et européenne dans son ensemble, du fait de la globalisation des chaînes de valeur et de l'exposition de ses intérêts, actuels et à venir, en Chine comme aux Etats-Unis.

Développement durable : cérémonie de lancement du centre de coopération environnementale Chine-Afrique

Le 24 novembre, M. ZHAO Yingmin, vice-ministre de l'écologie et de l'environnement a présidé la cérémonie de lancement du centre de coopération environnementale Chine-Afrique. L'événement a été ouvert par le ministre, M. HUANG Runqiu. Se sont ensuite exprimés à la tribune M. DENG Li, ministre-assistant des affaires étrangères, M. Mamadou NDIAYE, ambassadeur de la République du Sénégal et M. Martin MBANA, ambassadeur de la République du Cameroun.

La création de ce centre avait décidée lors du Sommet de Johannesburg sur la coopération sino-africaine en 2015. Xi Jinping avait en 2018 listé huit domaines de coopération Chine-Afrique, dont le développement durable. Le Centre a vocation à aider les pays africains à atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Placé sous l'autorité du ministère de l'écologie et de l'environnement, le centre prévoit d'organiser des dialogues politiques, des colloques thématiques, des missions d'experts, des programmes d'innovation ainsi que des programmes de recherche conjoints.



Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Delta du Yangtsé : signature de 90 accords entre Shanghai et Suzhou

Le 20 novembre, le secrétaire du Parti de Suzhou (Jiangsu) Xu Kunlin a signé 90 accords de coopération avec Shanghai dans le cadre de la stratégie d'intégration du delta du Yangtsé. Parmi ces accords se trouvent 19 accords industriels, 11 liés à la culture et au tourisme, et 12 concentrés sur la zone pilote de démonstration écologique et technologique du delta. La cérémonie de signature s'est tenue au centre national des expositions de Shanghai. L'ouverture de la ligne ferroviaire Shanghai-Suzhou-Nantong a contribué à l'ouverture d'un nouveau pan de coopération entre les deux villes.

[Source](#)

Shanghai : 10ème anniversaire de l'entrée de Shanghai dans le réseau Unesco des villes Créatives

Shanghai a rejoint le réseau des villes créatives de l'UNESCO en 2010. Lors de la cérémonie du 10e anniversaire de cette intégration, en présence de Xiao Guiyu, directeur adjoint du Congrès populaire municipal et Jin Xingming, vice-président de la CCPPC, les autorités municipales de Shanghai ont annoncé la tenue en 2021 du premier sommet « World Design Capital Conference », dédié au design. Depuis son intégration dans le réseau de l'UNESCO, l'offre académique et professionnelle autour du design s'est considérablement étoffée. La municipalité durant la cérémonie a approuvé la création de 137 parcs culturels et créatifs, ainsi que le lancement d'un concours d'innovation du design en partenariat avec l'université de Tongji.

[Source](#)

Hainan: Ouverture du second terminal de l'aéroport international de Haikou

Le compte à rebours a [commencé](#) pour l'ouverture de la deuxième phase de l'aéroport international Meilan de Haikou, qui doit porter la superficie totale de l'aéroport à 440 000 mètres carrés pour une capacité de 35 millions de passagers par an. Le nouveau terminal accueillera 209 comptoirs d'enregistrement et 83 postes de contrôle de sécurité, permettant de fluidifier le flux des passagers. Il disposera d'un nouveau système d'information intelligent intégrant la reconnaissance faciale et l'enregistrement des bagages automatique. Ce projet fait partie du plan de développement des infrastructures de la province de Hainan dans le cadre du déploiement de la nouvelle zone de libre-échange. Il doit contribuer au développement du tourisme et de la logistique aéroportuaire sur l'île. A noter que plusieurs compagnies aériennes ont déjà exprimé leur intention d'augmenter leur capacité de transports à Hainan. Il est prévu que le débit annuel de l'aéroport de Meilan atteigne 64 millions de passagers d'ici 2035, en faisant un important hub aéroportuaire régional.

Guangdong: la province au premier rang national en termes d'innovation pour la 4ème année consécutive

D'après le « Rapport 2020 d'évaluation de la capacité d'innovation régionale en Chine » [publié](#) par le Groupe de recherche sur la stratégie de développement scientifique et technologique en Chine, le Guangdong se classe pour la quatrième année consécutive au premier rang du pays en termes de capacité d'innovation régionale, suivi par Pékin, le Jiangsu, Shanghai, le Zhejiang, le Shandong, le Hubei et l'Anhui. L'écart entre le Guangdong et Pékin se creuse, passant de 19,2 points à 21,7 points. Le Guangdong accuse un léger retard vis-à-vis de Pékin en termes d'environnements financier et de marché. Le nombre d'employés en R&D dans les entreprises réalisant au moins 20 M CNY de chiffre d'affaires annuel a augmenté de 14,78% l'année dernière, cependant que les dépenses moyennes



annuelles engagées pour la transformation technologique des entreprises industrielles ont atteint 954 000 CNY. Les demandes de brevets d'invention déposées par les entreprises industrielles (CA annuel > 20 M CNY) ont augmenté de 26,16%.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Economie : la Chef de l'Exécutif a rappelé que les mesures de soutien économique mises en œuvre en 2020 entraîneraient un déficit budgétaire estimé à 40 Mds USD (11,9% du PIB). Hong Kong devant enregistrer un recul de son PIB de -6,1% en 2020 après -1,2% en 2019. Des mesures de soutien ciblées ont été annoncées : 80 M USD de subventions seront distribués aux acteurs du tourisme, 130 M USD au secteur des congrès et expositions en 2021 et les subventions des trajets en transport en commun seront reconduites pour les usagers.

Greater Bay Area : pendant son discours de politique générale, la Chef de l'exécutif a annoncé 24 mesures pour le développement de la région de la GNA, Greater Bay Area (Guangdong, Hong Kong et Macao). L'accent est mis sur l'emploi des jeunes dans le Guangdong avec un programme (*Greater Bay Area Youth Employment Scheme*), qui consistera en une prime mensuelle de 2 300 USD par employé hongkongais en Chine, pour un coût de 55,5 M USD. Dans les infrastructures, Hong Kong investira dans le développement de l'aéroport de Zhuhai. En matière financière le champ des titres éligibles dans le cadre des connexions boursières *Stock Connect* entre Hong Kong et la Chine sera étendu, avec l'inclusion des sociétés de biotechnologie cotées à Hong Kong et de celles cotées au *Mainland Sci-Tech Innovation Board*. La mise en œuvre du projet de *Wealth Connect* pour permettre des prestations transfrontalières aux gestionnaires d'actifs, annoncé cet été, devrait être accélérée.

Développement durable : Hong Kong vise la neutralité carbone d'ici 2050. Le *Hong Kong's Climate Action Plan* de 2017 sera révisé en 2021, avec des mesures concrètes de réduction des émissions de CO₂. Le projet de loi de taxation des déchets (*Waste Disposal Bill*) sera prochainement réintroduit au Conseil législatif.

Evolution du HSI : Les actions du conglomérat hongkongais Swire Pacific ne feront plus partie à partir du 7 décembre des composants de l'Indice Hang Seng, indice de référence de la place boursière hongkongaise regroupant les 50 plus grandes capitalisations. Le titre Swire était l'un des composants du HSI depuis sa création en 1969. Swire Pacific rencontre des difficultés en raison de plusieurs crises successives depuis 2019, et a enregistré une perte de 707 M USD au S1-2020, ses filiales Cathay Pacific (pertes de 1,3 Mds USD au S1-2020) et Swire Properties (chute de ses bénéfices de 90% à 123 M USD au S1-2020) étant les plus touchées. La capitalisation boursière de Swire a reculé de 35,5% depuis le début de l'année, reculant au 160ème rang en termes capitalisation boursière. Swire a en outre entamé un programme de cession d'actifs immobiliers à Hong Kong.

A contrario, les entreprises Meituan-Dianping (e-commerce), Anta Sports Products (articles de sport) et Budweiser Brewing APAC (bières) intégreront l'indice le 7 décembre, faisant passer le nombre d'entreprises composant le HSI de 50 à 52.

MACAO

Tourisme : Au cours des 10 premiers mois 2020, le nombre de visiteurs reçus à Macao a chuté de -86,2% en g.a. (4 601 090 personnes). En octobre, le nombre de visiteurs a toutefois augmenté de +29,6% à 581 986 personnes par rapport à septembre, bien qu'en retrait (-81,9%) par rapport à octobre 2019.

MONGOLIE

Banque de Mongolie : nouvelle réduction du taux directeur à 6% et réévaluation des perspectives de croissance pour l'année 2020 à -5,4%.

[Le Comité de la politique monétaire de la Banque de Mongolie](#) (BoM) a de nouveau réduit le 23 novembre 2020, son taux directeur de deux points de pourcentage (cinq points depuis le début de l'année 2020), à 6%, ce qui est le taux le plus bas depuis 2007. Le Comité a également abaissé le taux de réserves obligatoires pour les banques commerciales de 2,5 points de pourcentage à 6%. Il a été annoncé que la restructuration et la prolongation des échéances de remboursement pour les prêts à la consommation en souffrance se poursuivront jusqu'au 1er juillet 2021 et que des instruments de refinancement à long terme seront introduits pour soutenir les petites et moyennes entreprises, ainsi que les exportations non minières. En raison de la propagation sur le territoire national de l'épidémie de COVID-19, la BoM a abaissé ses prévisions de croissance de -2,6% à -5,4%. La Banque de Mongolie a annoncé qu'elle continuera de prendre des mesures pour soutenir l'octroi de crédit tout en s'assurant de la liquidité des banques commerciales.

Fitch Ratings : l'épidémie de Covid19 impose une forte pression sur la qualité des actifs des banques mongoles.

Le volume des prêts restructurés en réponse à l'épidémie de COVID-19 en Mongolie est susceptible de retarder la résolution des problèmes relatifs à la qualité des actifs des banques mongoles, déclare [Fitch Ratings](#). Selon la Banque de Mongolie, environ 22% du total des prêts (3,8 billions de MNT, soit 1,1 Md EUR) ont été restructurés sans aucun changement de classification des prêts en septembre 2020. Ce chiffre pourrait atteindre 30% du total des prêts d'ici fin 2020, étant donné la reconduction des mesures d'allègement de remboursement jusqu'à juillet 2021. En outre, 18% de l'ensemble des prêts sont jugés problématiques par la Banque centrale (prêts non performants et prêts échus) à la fin du troisième trimestre 2020. Fitch estime qu'une part considérable des reports de paiement pourrait se muer en prêts non performants, lorsque les mesures de soutien seront supprimées. Dès lors, les banques les plus faibles et fortement exposées risquent de subir d'importantes pertes nettes entre 2021 et 2022, dans la mesure où la plupart des prêts restructurés concernent des prêts accordés aux entreprises. Fitch Ratings prévoit toutefois une croissance économique d'environ 8% en 2021 et a déclaré que les solides amortisseurs de fonds propres des banques commerciales devraient largement compenser l'impact négatif de la pandémie sur la qualité et la rentabilité de leurs actifs.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taïpei

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Pascal Millard, Camille Paillard, Lianyi Xu, Dominique Grass, Li Wei, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet